

Giuliano BOBBA, Nicolas HUBÉ (dirs), *Populism and the Politicization of the Covid-19 Crisis in Europe*

Londres, Palgrave Macmillan, 2021, 144 pages

Nicolas Petel-Rochette



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27680>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.27680

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 519-522

ISBN : 978-2-38451-005-4

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Nicolas Petel-Rochette, « Giuliano BOBBA, Nicolas HUBÉ (dirs), *Populism and the Politicization of the Covid-19 Crisis in Europe* », *Questions de communication* [En ligne], 40 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2022, consulté le 12 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/27680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.27680>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

qu'en temps de crise, la constitution d'un *ethos* collectif vise à faire reconnaître un nouveau statut social (p. 141). Dans ces pétitions, l'*ethos* collectif possède une « valeur identitaire » (p. 142) ayant un double objectif : produire un groupe social et assurer sa reconnaissance au sein de l'espace public. Cette partie est complétée par l'article de Laura Cristina Bonilla-Neira qui se penche sur la constitution d'un « nous » face à une décision politique controversée : l'accord de paix entre les Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) et le gouvernement colombien. Les opposants à cet accord ont alors pour premier enjeu de constituer un groupe devant unir les convaincus, mais également s'étendre aux indécis. L'usage du « nous » par les opposants vise à faire émerger un collectif non seulement partisan (nous exclusif), mais aussi citoyen (nous inclusif). En outre, cette résistance se dissocie de son équivalent armé en ce qu'elle se présente comme une « résistance civile ». Les premiers ont construit une « fausse paix » tandis que la résistance civile sera une « vraie paix ». Ce groupe se construit contre le collectif des Farc présenté comme criminel. La constitution de cet *ethos* collectif se stabilise au cours de la controverse et tend à se polariser à mesure que celle-ci se prolonge afin d'affirmer les positions de la communauté et d'appeler à son élargissement.

La dernière partie de l'ouvrage s'intéresse à la constitution du « nous » dans le monde de l'art, et notamment dans les mouvements d'avant-garde – c'est-à-dire au moment même de l'émergence discursive d'un « nous ». Ce moment est celui où l'*ethos* se pose comme un appel à la reconnaissance de la transgression dont ce nouveau « nous » se veut porteur. Cette transgression, pour se faire reconnaître, nécessite, dans cette constitution discursive du « nous », de gérer une présentation de soi oscillant entre tradition et transgression. C'est ce que montre l'article de Nana Ariel qui affirme que, dans leur manifeste, les avant-gardes usent de poncifs de rupture pour marquer leur émergence identitaire. Le « nous » se positionne alors par l'emploi de stéréotypes d'inscription afin de marquer une place et de s'inscrire dans la mémoire du discours. L'usage régulier de ces marqueurs permet justement de remarquer les membres du groupe même lorsque celui-ci est encore mouvant et non stabilisé. Cet article propose une méthodologie pour étudier « les modes de construction et de fonctionnement » (p. 190) qui sont propres à ce mouvement culturel. L'article de Colette Leinman s'intéresse quant à lui aux catalogues d'exposition surréalistes comme lieu de constitution d'un *ethos* collectif. Ces catalogues

produisent une polarisation du champ dans un but d'engagement des artistes en fonction de nouveaux principes. Ces catalogues doivent gérer la difficile tension entre : présentation de soi individuel de l'artiste et production d'un *ethos* collectif.

Cet ouvrage a l'avantage de proposer une réflexion cohérente tout en s'appuyant sur la rédaction collective afin de mêler réflexion théorique et études pratiques. Cette double organisation permet de convaincre le lecteur de l'intérêt d'étudier la production discursive du « nous » par les acteurs de l'espace public. Ce « nous » se constitue par un mélange de tradition et d'innovation afin de susciter une reconnaissance de par les autres acteurs de cet espace. L'apport théorique de ce livre permet de prolonger les réflexions sur la polarisation de l'espace communicationnel en temps de controverse. En outre, il se propose de traiter des exemples issus de diverses périodes historiques : de la Révolution française aux réseaux sociaux, ce qui permet d'observer divers lieux de production de ce « nous ». Enfin, il pose les jalons pour prolonger les réflexions autour de l'*ethos* collectif. Car s'il montre bien le processus de production d'un « nous » et le pose en relation avec un « vous », nous pensons que la réflexion pourrait s'enrichir par une étude des « nous » en concurrence. En effet, face aux revendications de plus en plus nombreuses du « nous », une étude des confrontations des définitions du « nous », de leurs adaptations et constantes reconfigurations permettrait de montrer que les discours producteurs des *ethos* collectifs sont des discours en adaptation, rarement figés, toujours prêts à s'adapter aux fluctuations de l'espace social.

Axel Boursier

*CY Cergy Paris Université, LT2D, F-95000 Cergy-Pontoise, France
axel.boursier@cyu.fr*

Giuliano BOBBA, Nicolas HUBÉ (dirs), *Populism and the Politicization of the Covid-19 Crisis in Europe*

Londres, Palgrave Macmillan, 2021, 144 pages

La crise sanitaire actuelle a-t-elle eu un impact sur l'agenda politique des partis politiques populistes européens ? Comme le remarquent Giuliano Bobba et Nicolas Hubé au début d'un récent ouvrage traitant cette question, il semble indéniable que la pandémie de Covid-19, qui continue à sévir à l'heure actuelle, a supposé une crise globale, sans précédent depuis environ un siècle. Cela dit, de quoi parle-t-on lorsqu'on se réfère à la pandémie comme à une

« crise » ? Dans leur introduction, les coauteurs et coordinateurs du livre rappellent d'emblée que le concept même de crise a une histoire propre et qu'il est possible d'en dégager une certaine instrumentalisation dans l'histoire politique récente de l'Europe.

S'il y a bel et bien eu « crise » lorsque le nouveau coronavirus sembla en passe, sinon de neutraliser, du moins de compliquer grandement les dynamiques de gouvernance articulant les instances nationales (gouvernements des différents États-nations), continentale (Union européenne) et mondiales (grands organismes internationaux), ces auteurs remarquant que celle-ci ne répondait cependant pas au schéma qu'utilisent les populismes européens durant la dernière décennie (p. 4). Suivant leur raisonnement, on en vient même à se demander si le caractère indéniablement global de la crise ne fut pas précisément la raison qui vint à compliquer une rhétorique populiste qui, jusqu'à l'apparition du Covid-19, en Europe du moins, s'était avérée efficace. En somme, c'est l'éventuel statut d'exception de la complexe situation liée au Covid-19 dans le paysage politique toujours « en crise » du populisme européen que les auteurs et les autrices de la monographie dont il est ici question tentent de problématiser. Au long de l'ouvrage, cette question est abordée à travers l'examen détaillé de huit cas d'États-nations européens sélectionnés à cause du protagonisme de divers partis politiques populistes tant de gauche que de droite (p. 132-134) ; plus spécifiquement, y sont discutés les cas du Royaume-Uni, sous la plume d'Osman Sahin et Bodgan Janosev ; de l'Espagne, analysé par Jaume Magre, Lluís Medir et Esther Pano ; de l'Italie, par Arturo Bertero et Antonella Seddone ; de la France, mis en perspective par Martin Baloge et N. Hubé ; de l'Allemagne, par Oliver W. Lembcke ; de la Hongrie, dont le cas est examiné par Márton Bene et Zsolt Boda ; de la République tchèque, par Ondřej Čisáň et Michal Kubát ; et, finalement, de la Pologne, par Artur Lipiński.

En parcourant ces études de cas, on voit que jusqu'à la pandémie de Covid-19, les mouvements populistes d'Europe ancrèrent leurs discours dans ce que G. Bobba et N. Hubé appellent en début d'ouvrage « *problem-solving rationality* » (p. 6). Généralement alarmistes, les discours populistes proposent l'identification d'un risque « objectif » que personne d'autre qu'eux n'aurait su voir venir. Le populisme prétend souvent avoir perçu une brisure dans l'équilibre de l'ordre symbolique de la société, souvent provoquée par leurs adversaires politiques. C'est ainsi

que la notion de crise associée au populisme, nous disent les éditeurs dans leur introduction, peut être comprise essentiellement en tant que phénomène performatif. Partant d'une faille systémique spécifique assumée par l'ensemble de la société comme étant réelle, comme ce serait le cas avec l'augmentation du taux de chômage, la stratégie récente du populisme européen a consisté en l'identification d'un problème à l'origine de cette faille. C'est ainsi que le populisme en serait venu, par exemple, à problématiser le chômage comme conséquence de l'immigration, pouvant ainsi politiser la question en se centrant sur le contrôle des frontières.

La stratégie populiste de la performativité de la crise comme stratégie populiste, indiquent G. Bobba et N. Hubé, a un double effet. D'une part, les crises ne semblent plus être des moments opportuns pour un changement systémique, tel que c'était le cas dans la tradition marxiste, probablement le premier courant théorique moderne qui ait cherché à dégager une logique propre aux crises sociales (p. 3-7). Au contraire, le populisme a utilisé la notion de crise afin de maintenir un ordre discursif construit autour d'une contradiction la plus éloignée possible tant des crises réelles que de leurs solutions effectives. C'est en ce sens que le « populisme » peut être compris avant tout, nous suggèrent les auteurs, comme une stratégie de communication appliquée à la politique, et non comme un projet politique guidé par un horizon éthique. Identifiant une situation trouble, le populisme construit une posture discursive en porte-à-faux face au problème (p. 7). D'autre part, contrecarrant le potentiel catalysant des crises en s'abrogeant le monopole de l'identification des contradictions systémiques, les populistes sont décrits par G. Bobba et N. Hubé comme « entrepreneurs des crises » (p. 140-142). Durant la dernière décennie, l'instauration d'une crise constante aurait eu l'effet contradictoire d'imposer un rythme de gestion de cette crise dans l'agenda politique européen tout en éloignant du débat le fait de contempler des solutions structurelles aux problèmes réels que traversent les sociétés contemporaines.

La question que se posent les auteurs et autrices de *Populism and the Politicization of the Covid-19 Crisis in Europe*, on le voit, est *a priori* simple : qu'en est-il de la crise sanitaire récente ? Répond-elle à ce même schéma communicationnel performatif propre au populisme ? La question de recherche autour de laquelle gravite le livre dans son ensemble est donc la suivante : les partis populistes d'Europe ont-ils tiré avantage de la crise de la Covid-19 (p. 10) ? De

cette première question émerge une seconde, qui a trait à la position institutionnelle des partis politiques populistes : existe-t-il un schéma capable de souligner l'influence du rôle institutionnel des populismes sur leurs stratégies politiques (p. 10-11) ? Pour en arriver là, l'ouvrage tâche d'abord de montrer comment le populisme réussit généralement à politiser les crises. C'est donc grâce au concept de politisation que cet ouvrage explore une éventuelle brisure dans la mécanique argumentaire populiste provoquée par la crise sanitaire globale récente.

Partant de cette notion de politisation, G. Bobba et N. Hubé proposent en somme l'idée que la pandémie de Covid-19 a marqué une rupture dans l'agenda populiste de l'Europe. Afin de monopoliser cette crise sanitaire globale, les populismes se seraient vus contraints de la politiser. Alors que les gouvernements en place insistèrent sur son caractère de catastrophe naturelle, pour leur part, les populismes se seraient obstinés à argumenter quant à son indéniable appartenance au monde humain de l'intentionnalité et de l'erreur (p. 8). Leur intéressante approche théorique permet donc à l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices de l'ouvrage de nous offrir un aperçu précis des réactions communes aux populismes européens face à la crise de Covid-19. Passé par le filtre du concept de politisation, le livre argumente que la tentative de réappropriation de la Covid-19 par les populismes européens semble ne pas avoir été si aisée pour ces derniers. Au contraire, les auteurs et autrices en viennent à proposer que l'échantillon analysé montre plutôt que ce n'est que difficilement qu'une crise réelle peut en arriver à se faire arrimer par le schéma discursif et politique du populisme.

S'ils reconnaissent que le concept de politisation mériterait un travail plus ample de définition et de contextualisation (p. 9), on ne peut que regretter que les coordinateurs du livre n'aient pas réservé plus d'espace dans l'ouvrage à l'approfondissement du débat sur la nature des processus de politisation. En effet, si la question des modes de politisation est pertinemment abordée, offrant un schéma de base commun aux analyses de cas qui composent le corps de l'ouvrage, le statut d'autres phénomènes sociaux qui recourent les dynamiques politiques populistes demeure nébuleux, sinon absent du cadre d'analyse de *Populism and the Politicization of the Covid-19*. Au-delà des sphères communicative et performative du populisme, on arrive à la fin de l'ouvrage en désirant en savoir plus sur d'autres éventuelles dimensions des processus de politisation

certaines mentionnés en début (p. 8-9), mais finalement laissées de côté afin de leur préférer le concept de « *politicization of issues* » (p. 9-10). Au cœur d'une crise sanitaire qui semble en passe de continuer un certain temps, le lecteur ou la lectrice semble en droit de se renseigner sur les phénomènes de dépolitisation ou de repolitisation. Quelles questions ne purent être thématiques à cause de la stratégie communicative populiste déployée pendant ces longs mois de pandémie ? À l'aune de ce qui semble être un graduel retour à une stabilité sociale, sera-t-il possible de repolitiser des questions structurelles qui recourent le problème sanitaire, comme le lien entre ce dernier et la crise climatique ? On ne peut que souhaiter voir ces questions abordées de façon plus approfondie par les auteurs et autrices qui signent cet ouvrage dans le futur.

En somme, ce livre nous semble arriver à un moment clé : celui de la routinisation de la crise sanitaire, où les populations d'Europe et d'ailleurs semblent se trouver au carrefour entre l'imposition de mesures durables par les États, telles que la vaccination obligatoire, et la responsabilisation sociale et individuelle face au nouveau coronavirus, avec lequel, nous dit-on, nous devons apprendre à cohabiter. Entre mitigation et dramatisation (p. 144), les populismes d'Europe n'ont en somme pas réussi, nous dit ce livre, à appliquer leur schéma traditionnel de politisation à la crise de la Covid-19 (p. 136-138). Seule la dernière phase de ce schéma, celle qui consiste à réclamer des responsabilités aux gouvernements en place qui, de leur côté, tâchaient de dépolitiser la question (p. 140), a pu être importée avec plus ou moins de succès dans le paysage politico-social du Covid-19. En effet, aucun populisme européen n'a suivi Donald Trump, qui, lui, n'hésita pas à remettre en cause l'origine même du virus, suggérant sa fabrication dans un laboratoire du gouvernement chinois, tâchant de cette façon de politiser l'origine même du problème, et correspondant en cela un peu plus au schéma populiste classique. La différence avec les populismes européens, traitée par les auteurs dans le dernier chapitre (p. 144-153), suggère que le Covid-19 a déplacé certains termes du paysage politique populiste des pays analysés dans l'ouvrage. La pandémie a-t-elle fait place à une ère politique post-populiste ? La question est lancée. Ce livre, donc, pose les bases d'une réflexion que les différents agents politiques et sociaux d'Europe devront sans doute mettre en avant si on considère souhaitable que la pandémie soit significative politiquement de la même façon qu'elle le fut au niveau sanitaire : comme un problème collectif qui pousse les acteurs politiques

à abandonner les manichéismes et les formules communicatives réductrices.

Pour conclure, notons que la clarté de la démarche et de la méthodologie employées pour l'analyse a permis aux auteurs et autrices de dépeindre un schéma clair de politisation du Covid-19 en Europe de la part des partis politiques populistes. Cela les conduit à conclure que le comportement politique des populistes fut différent selon la position institutionnelle qu'occupait leur parti. Les populistes au pouvoir ont tendu à mitiger et relativiser l'importance de la crise, alors que les populistes à l'opposition ont généralement profité de la crise pour dramatiser (p. 139). G. Bobba et N. Hubé concluent que, malgré dix ans de discours de gestion de crise, le Covid-19 en est venu à démontrer que les crises ne profitent pas nécessairement au populisme (p. 142). À l'heure où la crise sanitaire semble laisser place à un retour à la normale, les populistes, remarquent les auteurs, semblent prêts à revenir à la stratégie du « cycle permanent de crises » (p. 142). Reste à voir comment, depuis leurs rôles au pouvoir et à l'opposition, ils feront face aux défis que soulèvera la transition graduelle vers une éventuelle ère post-Covid-19.

Nicolas Petel-Rochette

*Université du Québec à Montréal, Celat,
CA-H2L 3M6 Québec, Canada
petel-rochette.nicolas@courrier.uqam.ca*

Patricia Cotti, *La Fabrique du terroriste solitaire, une investigation clinique*

Paris, Enrick B. Éd., coll. Essais en sciences humaines et sociales, 2021, 382 pages

Partons du principe, formulé par Jürgen Habermas dans une conversation avec Giovanna Borradori (*Le Concept du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2004), que le terrorisme est une pathologie de la communication : cette manière de penser le phénomène permet d'envisager les terroristes comme des cas, dont la violence serait un symptôme, parmi d'autres, d'une pathologie, individuelle ou sociale. C'est en partant du cas Anders Breivik, à l'origine de l'attentat d'Oslo en 2011, que Patricia Cotti, directrice de recherche en psychopathologie clinique et psychanalyse à l'université de Strasbourg, s'est engagée dans une étude stimulante, autour de quelques individus. Sans céder à la tentation des généralités ni à la facilité qui consisterait à déclarer « fous » les activistes de la violence politique, elle entendend de reconstituer les destins, les univers mentaux et les mécanismes du passage à l'acte pour quatre auteurs d'attentats, deux militants de l'islamisme djihadiste et deux

suprémacistes. L'outil employé ici – l'approche disciplinaire en somme – est la psychologie, non pas individuelle mais sociale, de façon à intégrer aux hypothèses psychiques les dimensions culturelle, sociale, politique. Retracer un parcours, remettre une personnalité en contexte et chercher les moments qui peuvent être perçus comme décisifs : voilà le sens de cette démarche, qui, sans le formuler, s'attache également à restituer ce que Pierre Bourdieu définissait comme un « espace social », dans lequel les futurs auteurs d'attentats ont évolué.

La méthode n'est pas neuve et l'auteur cite l'ouvrage pionnier de Geneviève Morel (*Terroristes. Les raisons intimes d'un fléau global*, Paris, Fayard, 2018) qui, sur les anarchistes du ^{xx}e siècle, appliquait une méthode similaire. Plus largement, elle se rattache à une école ancienne de criminologie initiée par Cesare Lombroso, une criminologie qui viendrait puiser dans la psychanalyse de nouveaux instruments et d'autres manières de « comprendre » le crime. L'autrice revendique une approche « psychodynamique » dont cet ouvrage démontre la pertinence, limitée toutefois par le matériau utilisé. L'étude de cas, sur le mode macro, suppose en effet d'accéder, sinon à l'activiste lui-même, au moins à des entretiens, des rapports, des comptes rendus, des analyses psychiatriques, etc., bref, des données permettant de reconstituer finement un parcours mis en place non pas dans les quelques jours précédant l'attentat, mais dès l'enfance. Dans la plupart des cas, l'autrice a donc puisé ses exemples dans la prose même des activistes, mais aussi dans la littérature scientifique et les médias d'information : la méthode est efficace, mais elle suppose que le terroriste se soit préalablement expliqué, ou « confessé », ce qui limite les possibilités, sans en restreindre l'intérêt.

Dès le cas A. Breivik, qui inaugure le texte, la démonstration est faite de la pertinence de l'approche : intriguée par ce personnage, qui a livré près de 1 500 pages de « confessions/manifeste », l'autrice en restitue l'enfance et l'adolescence, compliquées, ainsi que l'imaginaire, nourri de divers jeux en réseau et films. Elle observe surtout la façon dont A. Breivik se coupe progressivement de la réalité, perdu dans une recherche identitaire qui l'entraîne vers la violence politique. Après A. Breivik, l'autrice se penche sur le cas Tamerlan Tsarnaev, auteur de l'attentat de Boston en 2013, en observant le mécanisme de l'endoctrinement, qui voit un jeune homme plutôt intégré et ambitieux basculer dans un univers marqué par le complotisme et l'antisémitisme, avec en toile de fond une dynamique familiale complexe, un mentor inquiétant